

HAUSSE DES CARBURANTS COMMUNIQUÉ

LFI46

Face à la hausse brutale des prix de l'énergie et des biens essentiels, une question simple se pose : qui doit payer cette inflation ? Les multinationales qui engrangent des bénéfices record en spéculant sur les crises ou la population qui en subit les conséquences ?

Derrière cette interrogation se dessine un clivage politique fondamental. D'un côté, le gouvernement et le parti socialiste persistent dans une logique de laisser-faire. De l'autre, le rassemblement national propose des mesures coûteuses et inefficaces comme la baisse de la TVA. À l'opposé de ces impasses, une seule solution permet de protéger immédiatement la population : le blocage des prix.

Comme toujours, ce sont les familles les plus modestes qui subissent le plus durement cette situation. L'énergie, les transports ou encore l'alimentation représentent une part bien plus importante de leur budget. Lorsque les prix augmentent, ils n'ont aucune marge d'adaptation. Cette réalité économique est connue : plus un revenu est faible, plus la part des dépenses contraintes est élevée.

L'inflation agit donc comme un impôt régressif. Elle frappe davantage ceux qui ont le moins.

Les petites entreprises sont également en première ligne. Artisans, transporteurs, PME : tous subissent la hausse des coûts sans toujours pouvoir la répercuter sur leurs prix. Beaucoup se retrouvent pris en étau entre les fournisseurs et leurs clients.

Face à cette situation, le blocage des prix et des marges des raffineurs apparaît comme la seule réponse immédiate et efficace. Le principe est simple : fixer un prix maximum au niveau d'avant la crise pour certains biens essentiels et notamment les carburants.

*Nathalie Chennevière et Thierry Grossemy animateur trice
insoumis_e_s*